

**RAPPORT N° 2024/1-11
du Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET

CONVENTION RELATIVE A LA FIN DE GESTION EXERCEE PAR L'ETAT SUR LE SYSTEME D'ENDIGUEMENT DE LA RIVIERE DES PLUIES – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Conformément à la réglementation, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) sont depuis le 1^{er} janvier 2018 compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations.

Les article 58 et 59 de la loi MAPTAM prévoient alors que :

- L'Etat ou un de ses établissements publics, lorsqu'il est gestionnaire de digues à la date d'entrée en vigueur de la loi, le 28 janvier 2014, continue d'assurer cette gestion pour le compte de l'EPCI-FP compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer pendant une durée de 10 ans, par voie de conventions,
- Les digues appartenant à une personne morale de droit public soient mises gratuitement à la disposition de ce même l'EPCI-FP compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer,
- Une convention détermine l'étendue de ce concours et les moyens matériels et humains qui y sont consacrés. Pendant cette période de gestion par l'Etat, le financement des travaux de mise en conformité des ouvrages avec les exigences réglementaires et légales incombe à l'Etat. Les modifications éventuelles à la convention sont à l'initiative de l'EPCI-FP. Les charges qui sont transférées font l'objet d'une compensation.

Sur le territoire de la CINOR, l'Etat avait en gestion les ouvrages constituant la digue domaniale de la Rivière des Pluies avant la parution de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite « loi MAPTAM ». Les ouvrages identifiés en rive droite et en rive gauche ont vocation à constituer l'essentiel du futur système d'endiguement. En application des dispositions des décrets n°2007- 1735 du 11 décembre 2007 et du décret n°2015-526 du 12 mai 2015 dit « décret digues », l'Etat a classé les ouvrages se situant en rive droite en un système d'endiguement dit de la Rivière des Pluies et délaissé le classement des ouvrages « aveugles » en rive gauche.

Aussi, en date du 07 juin 2019, la « convention de gestion des digues de la Rivière des Pluies entre l'Etat et la CINOR » est signée. Elle règle les modalités d'intervention des services de l'ÉTAT pour le compte de l'autorité exerçant la compétence GEMAPI sur les digues domaniales pendant la période de transition prenant fin au plus tard le 27 janvier 2024.

Il découle de la loi qu'à l'issue de cette phase transitoire, au plus tard à compter du **28 janvier 2024**, la CINOR devient le gestionnaire de cette digue domaniale située sur son territoire, commune de Sainte-Marie, sans l'intervention de l'Etat. Ce processus par lequel l'Etat cesse d'assurer sa mission de gestion sur des digues domaniales fait l'objet d'une nouvelle convention entre l'Etat et la CINOR. Elle est établie en application de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement, créé par l'article 58 de la loi MAPTAM.

Il est rappelé que cette mise à disposition est régie par les articles L. 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatifs à la mise à disposition à une autre personne publique.

Toutefois, l'État continue de gérer le domaine public fluvial de la Rivière des Pluies.

Aussi, la présente convention a pour objet de fixer les modalités de fin gestion des ouvrages constituant le système d'endiguement de la Rivière des Pluies par les services de l'Etat pour le compte de la CINOR. Elle identifie les ouvrages existants, les modalités de la mise à disposition de ces ouvrages, les documents techniques et administratifs associés, les conditions financières pour les travaux de mise en conformité réalisés par la CINOR en lieu et place de l'Etat et les modalités de suivi de la convention.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention de fin de gestion du système d'endiguement de la Rivière des Pluies entre l'Etat et la CINOR ;
- Autoriser le président de la CINOR à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



The stamp is circular with the acronym 'C.I.N.O.R.' at the top. Inside the circle, it reads 'Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion'. Below the circle, it says 'Département de la Réunion'.

**DELIBERATION N° 2024/1-11
du Conseil de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET

**CONVENTION RELATIVE A LA FIN DE GESTION EXERCEE PAR L'ETAT SUR LE SYSTEME D'ENDIGUEMENT DE LA
RIVIERE DES PLUIES – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION**

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (Livre II/ La Coopération intercommunale – Titre 1^{er} / Etablissements Publics de Coopération Intercommunale – Chapitre 1^{er} / Dispositions communes – Chapitre VI / Communauté d'agglomération) ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R. ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-11 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Approuve les termes de la convention de fin de gestion du système d'endiguement de la Rivière des Pluies entre l'Etat et la CINOR ;

ARTICLE 2

Autorise le président de la CINOR à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Nombre de votants : 45 (dont 6 procurations)
Suffrages exprimés : 45
Vote pour : 45
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

22 FEV 2024

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

